



PRÉFET DE L'ORNE

PLAN PLURIANNUEL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET POUR L'INCLUSION SOCIALE

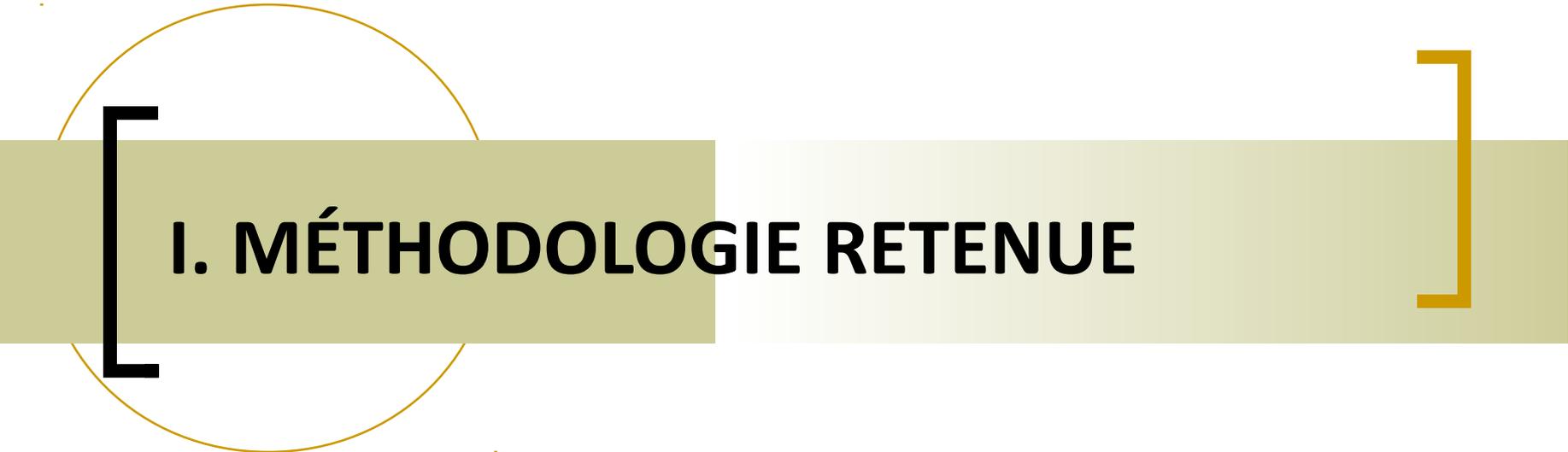
SYNTHÈSE DÉPARTEMENTALE

Département de l'Orne

27 septembre 2013

[SOMMAIRE]

- Méthodologie retenue
- Éléments de repères locaux
- Synthèses thématiques des contributions
- Propositions de priorités départementales



I. MÉTHODOLOGIE RETENUE

- Orientations nationales
- Organisation régionale
- Organisation départementale

[Orientations nationales]

Fondements :

- plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale adopté lors du comité interministériel de lutte contre les exclusions du 21 janvier 2013
- lettre du Premier Ministre du 7 juin 2013 aux préfets de région et de département, directeurs d'ARS et recteurs

Objectifs :

- diffusion des grands principes d'approche de la pauvreté : objectivité, non-stigmatisation, participation, juste-droit, décloisonnement des politiques publiques

Priorités :

- réduction du non-recours aux droits
- hébergement/logement : fin de la gestion saisonnière de l'hébergement, mobilisation du parc locatif social, coordination de des accompagnements, prévention des expulsions locatives,
- emploi : logique d'investissement dans les personnes (contrats aidés, coordination des structures d'insertion par l'économique)
- enfance famille, éducation : coordination des acteurs du soutien à la parentalité et de l'accueil de la petite enfance et articulation avec la réforme du temps scolaire
- santé : faciliter l'accès aux soins de premier recours des personnes les plus démunies (renforcement des permanences d'accès aux soins)

[Niveau régional]

- Projet d'élaboration d'un ***plan pluriannuel régional*** de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale
- Définition d'une ***feuille de route régionale*** validée par les préfets (CAR)
- Constitution d'un ***COPIL*** (Etat, opérateurs, organismes sociaux, collectivités, usagers : 1^e réunion : 9/9/2013)
- Création de ***groupes de travail thématiques*** conduits par des référents régionaux membres du COPIL (diagnostic, définition des principales problématiques, définition de trois pré-propositions d'actions)
- Réception de la ***mission CHÈRÈQUE*** (16/10/2013) : présentation des diagnostics territoriaux, présentation d'expériences territoriales, travaux en ateliers départementaux.

[Niveau départemental]

- **Déclinaison départementale** du plan pluriannuel régional de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale
- Sollicitation pour **contributions** (diagnostic, pré-propositions) des acteurs du territoire (29/07)
- Information et **échanges avec les acteurs** du territoire (juillet-août)
- **Réunion départementale** d'échanges et de synthèse (19/09)
- **Communication de la synthèse** à la DRJSCS (26/09)
- **Participation** à la réception de la **mission CHÉRÈQUE** (16/10/2013) : présentation du diagnostic, de la synthèse, des propositions d'actions et d'une expérience territoriale (matin); animation des ateliers départementaux (après-midi)

II. ÉLÉMENTS DE REPÈRES LOCAUX*

- Taux de pauvreté
- Produit intérieur brut
- Revenu médian
- Chômage
- Revenus du travail
- Revenus d'assistance
- Fiscalité
- Populations fragiles

*sources cartographiques INSEE,

* Indicateurs de développement durable en Basse-Normandie édition 2012 – INSEE, Région Basse-Normandie, DREAL

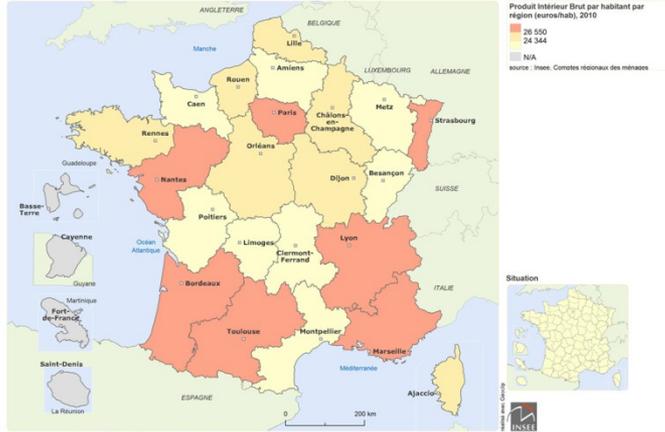
[Taux de pauvreté en 2009]

Aire géographique	Taux de pauvreté (en %)
Calvados	12,5
Manche	13,5
Orne	14,8
Basse-Normandie	13,3
France	13,5

Taux de pauvreté : proportion des individus dont le revenu disponible (après transferts, impôts, prestations sociales) par unité de consommation est inférieur au seuil de pauvreté (964 € par mois)

Une pauvreté traduite par le niveau du PIB...

France par région - thème : Economie

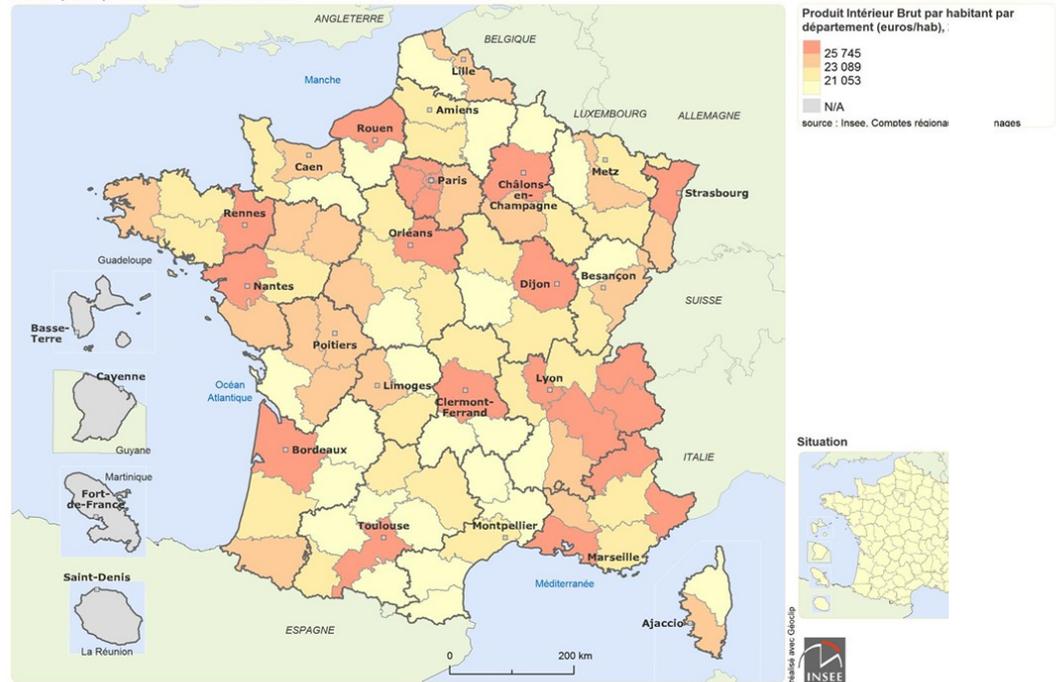


GeoFLAB © IGN 2011 - © INSEE 2012

Produit intérieur brut des régions par habitant (2010)

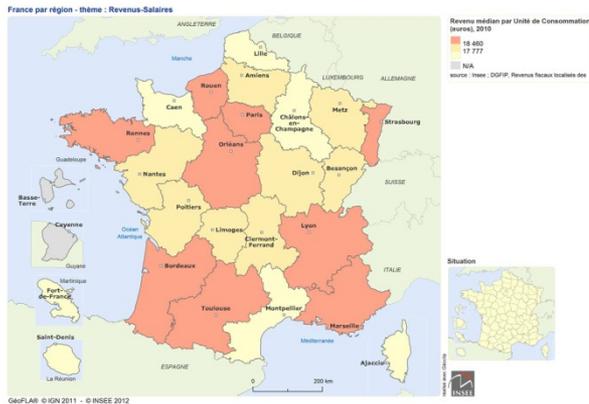
Produit intérieur brut des départements par habitant (2009)

France par département - thème : Economie



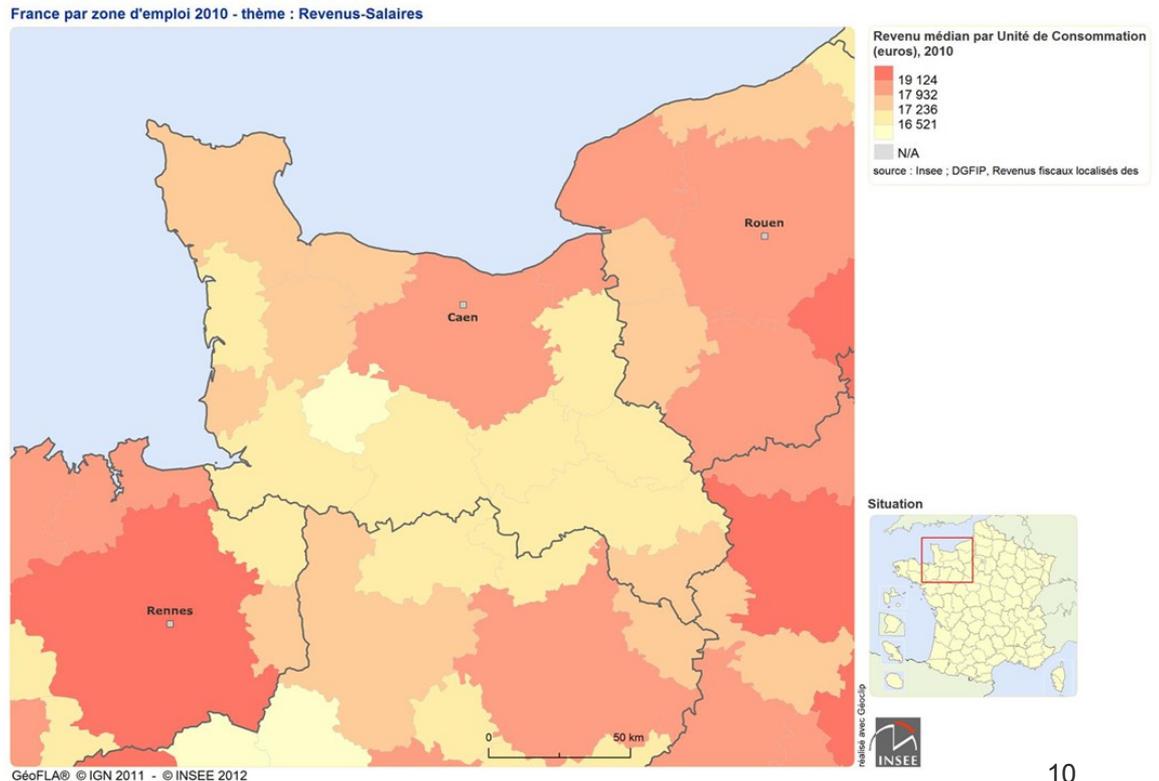
GeoFLAB © IGN 2011 - © INSEE 2012

[... le revenu médian par unité de consommation... de consommation...]

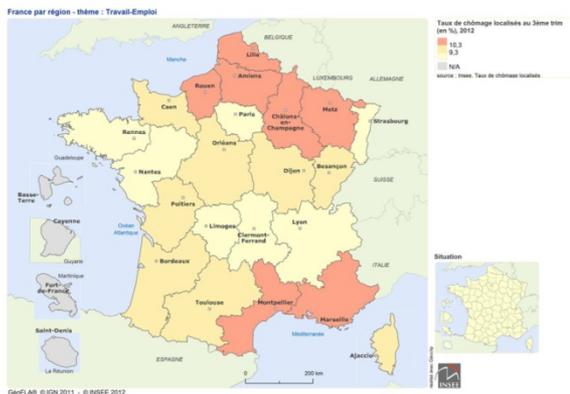


Revenu médian par unité de consommation - régions (2010)

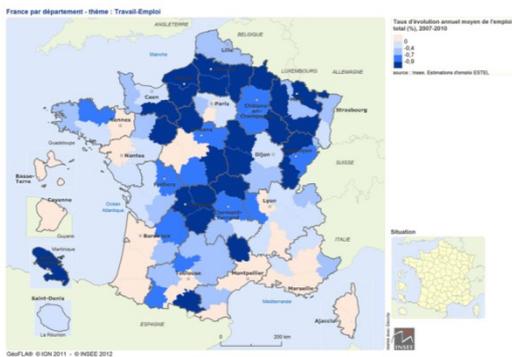
Revenu médian par unité de consommation – bassins d’emploi (2010)



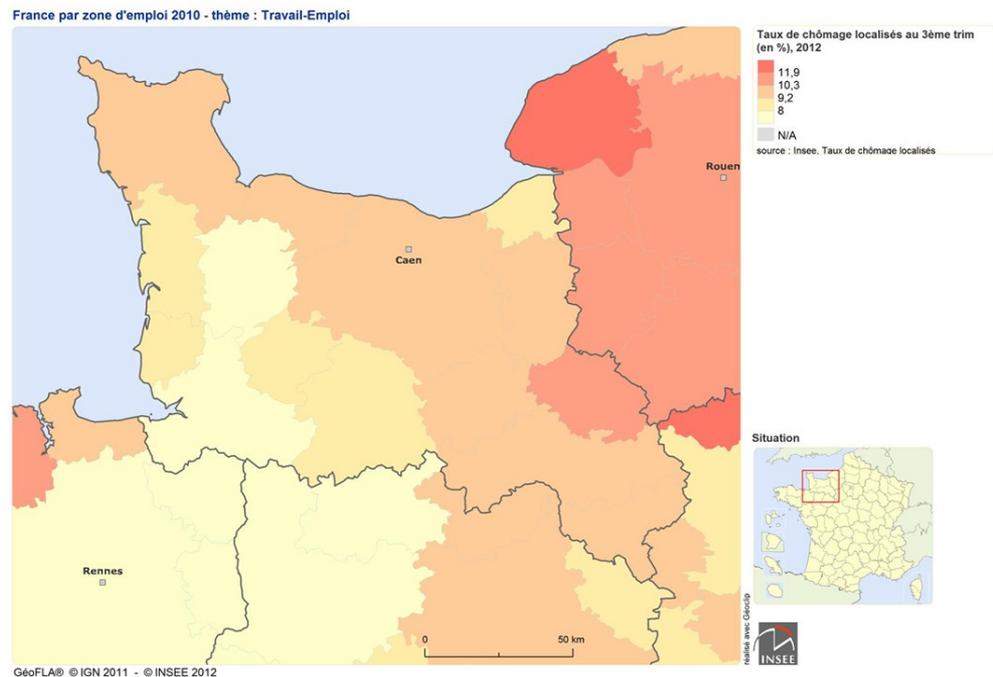
...le niveau et la progression continue du chômage...



Taux de chômage des régions (2012 – T3)

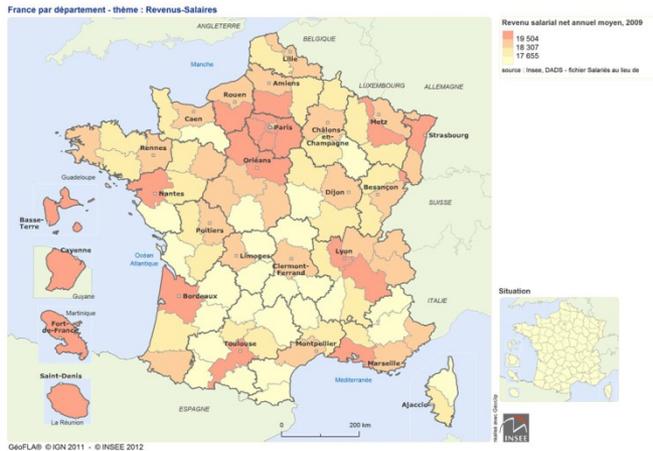


Taux d'évolution annuel moyen de l'emploi en département (2007 – 2010)



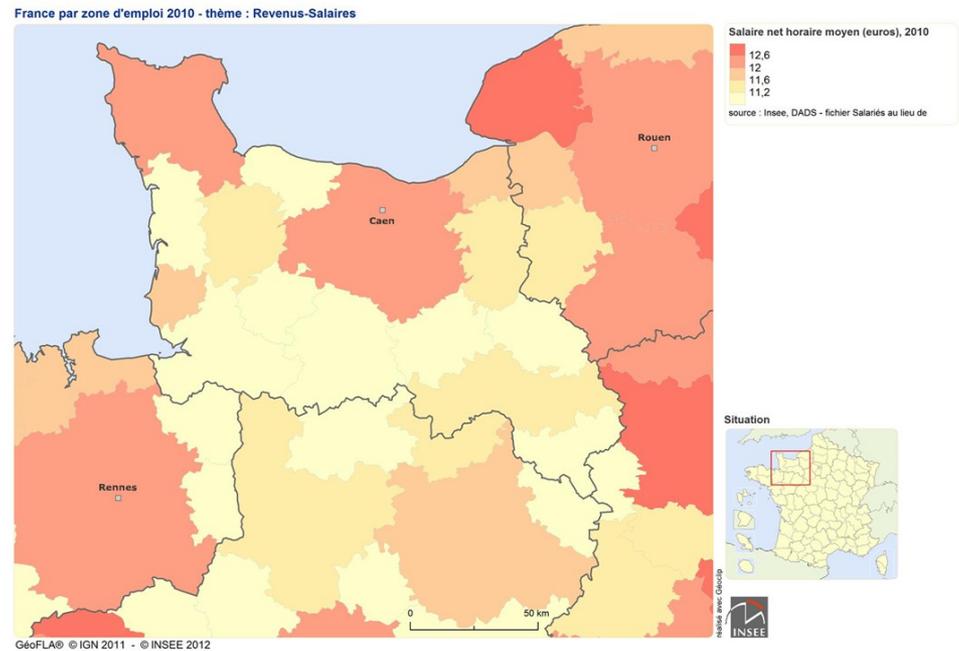
Taux de chômage par bassins d'emploi en Basse-Normandie (2012 – T3)

[...la faiblesse des revenus du travail...]



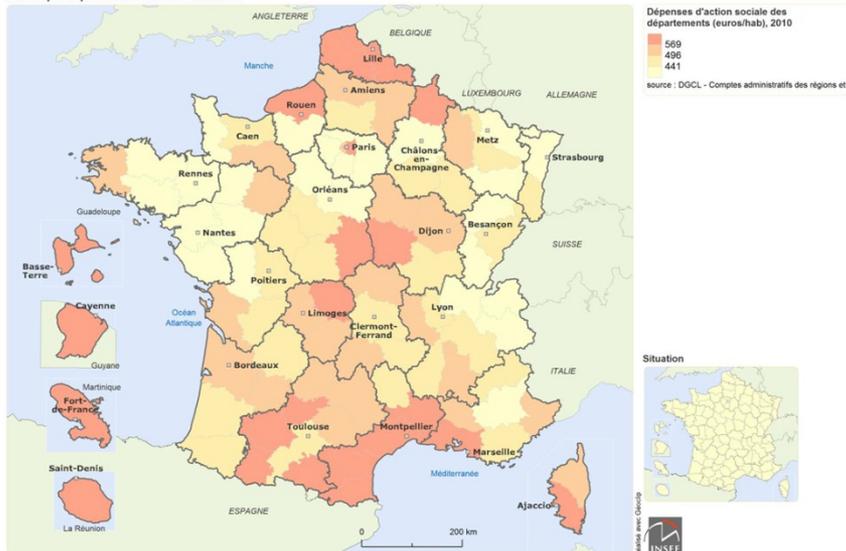
Revenu salarial annuel net moyen -
départements (2009)

Salaire net horaire moyen en euros – bassins d'emploi (2010)



[...l'importance des revenus d'assistance...]

France par département - thème : Economie

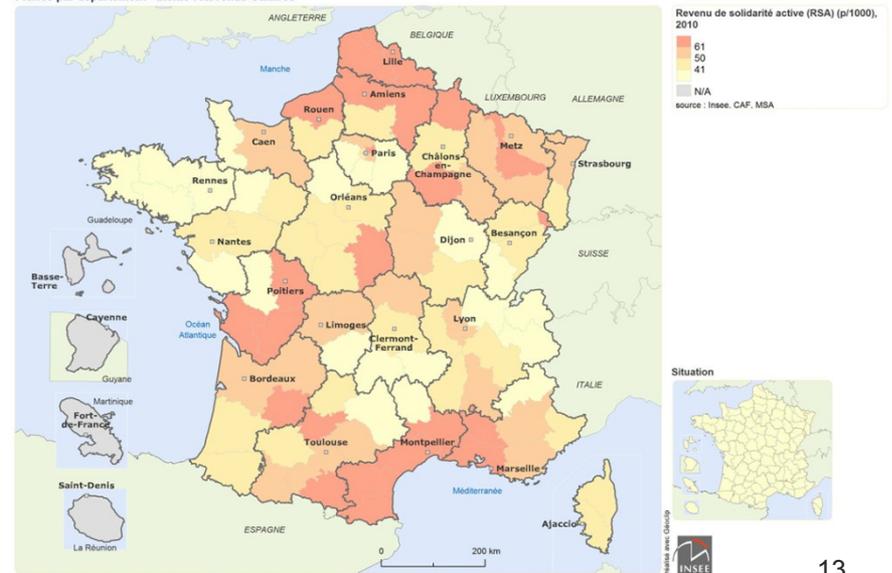


GéoFLA® © IGN 2011 - © INSEE 2012

Dépenses d'action sociale des départements en €/hab. (2009)

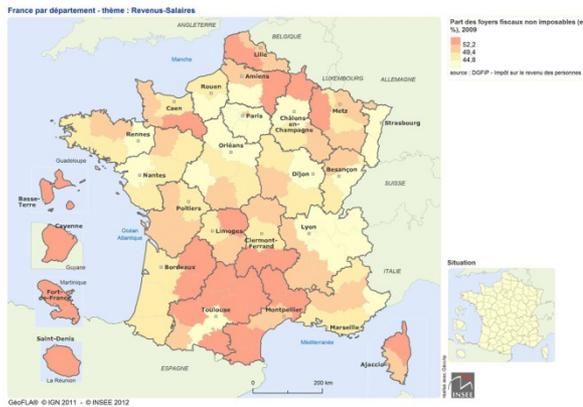
Nombre de bénéficiaires du RSA pour 1 000 hab. - départements (2010)

France par département - thème : Revenus-Salaires



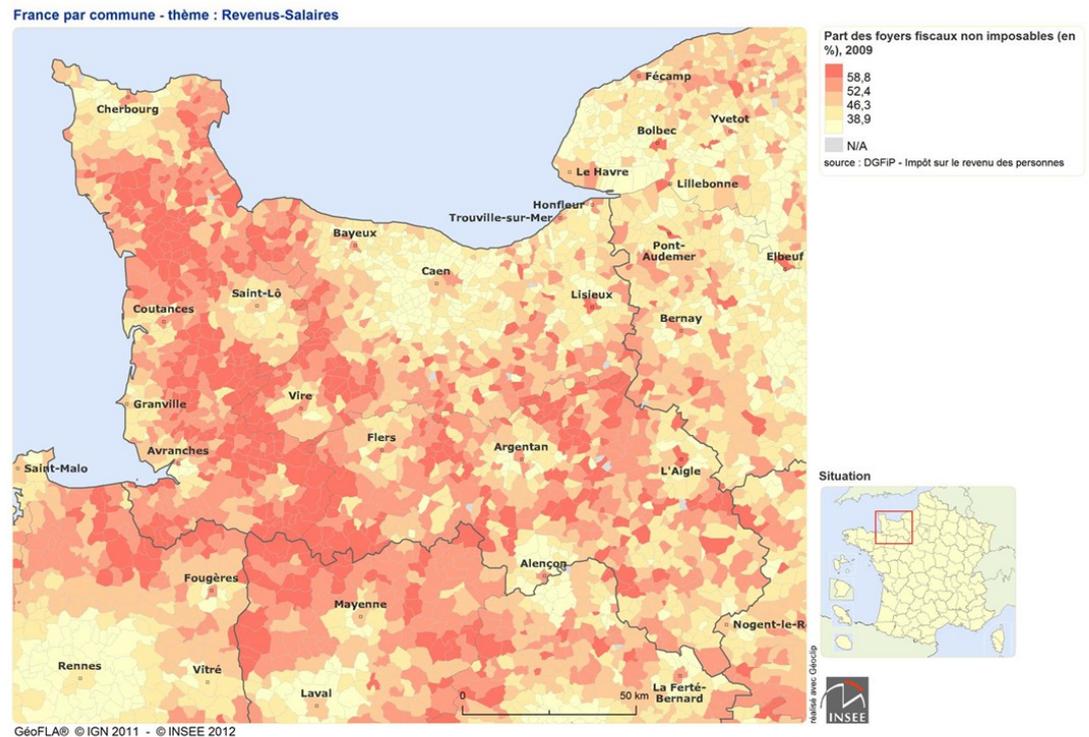
GéoFLA® © IGN 2011 - © INSEE 2012

[... la proportion de foyers fiscaux non imposables...]



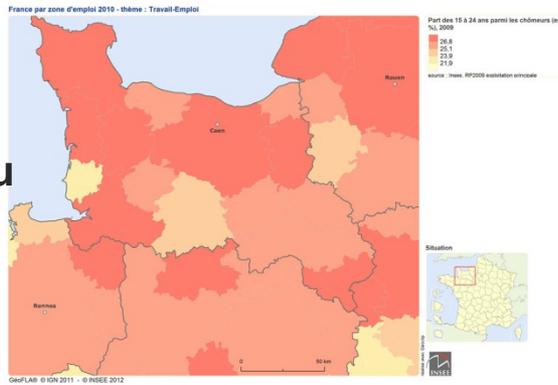
Part des foyers fiscaux non imposables - départements (2010)

Part des foyers fiscaux non imposables - communes (2009)

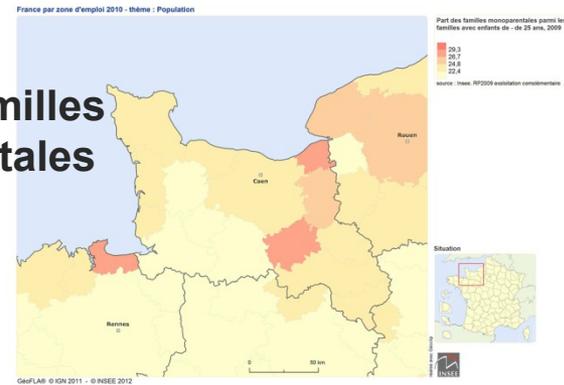


... et la vulnérabilité particulière de certaines catégories de population.

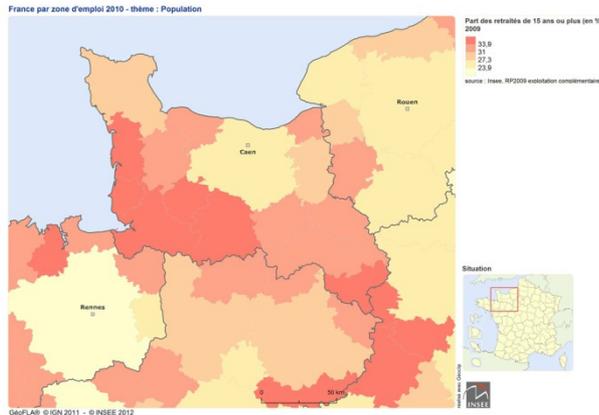
Part des
15-24 ans au
chômage
(2009)



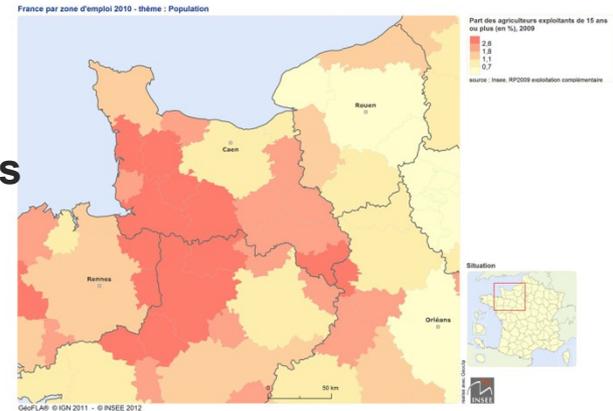
Part des familles
monoparentales
(2009)



Part des
retraités
(2009)



Part des exploitants
agricoles
(2009)





III. SYNTHÈSE DES RÉFLEXIONS DÉPARTEMENTALES

- **6 thèmes :**
 - Accès aux droits
 - Hébergement et logement
 - Insertion par l'emploi
 - Accès aux soins
 - Enfance et famille
 - Jeunes en difficulté sociale

CONTRIBUTIONS :

- Conseil général de l'Orne, caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Orne, caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) de l'Orne, mutualité sociale agricole (MSA) Mayenne-Orne-Sarthe, direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de l'Orne, direction départementale des territoires (DDT) de l'Orne, direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) de l'Orne, unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (UT-DIRECCTE) de Basse-Normandie, délégation territoriale de l'agence régionale de santé (ARS) de Basse-Normandie, missions locales d'Alençon/Argentan/Flers/L'Aigle/Mortagne, centre communal d'action social d'Alençon (CCAS), centre communal d'action sociale (CCAS) d'Argentan, centre communal d'action sociale (CCAS) de Flers, centre psychothérapeutique de l'Orne (CPO), centre hospitalier de Flers, union départementale des associations familiales (UDAF) de l'Orne, association ALTHEA, association ARSA, les restaurants du cœur, Croix-Rouge

ACCÈS AUX DROITS : ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

- **Points forts :**
 - **caractère satisfaisant du maillage territorial des services** (CG, CAF, CPAM, MSA, associations, ...)
 - **engagement des organismes sociaux dans la déclinaison de leurs conventions et priorités nationales** (« rendez-vous des droits » de la CAF, « rendez-vous prestations » de la MSA, amélioration du taux de non recours à l'aide complémentaire santé de la CPAM et de la MSA,...)
 - **efficacité des rendez-vous ciblés** (à l'occasion d'évènements) ou individuels, qui envoient les travailleurs sociaux à la rencontre des usagers et se concrétisent par l'ouverture de droits ou la prévention d'indus
 - **plan de prévention des indus RSA (CG, CAF, MSA)**

ACCÈS AUX DROITS : ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

- **Points faibles :**

- **dispersion de l'habitat** (densité de population, nombre de communes) et **conséquences particulières de l'isolement** pour certaines catégories de population (personnes âgées, jeunes en insertion, ...)
- **difficulté d'accès aux informations et procédures dématérialisées** (fracture numérique) et conséquences pour les personnes en difficulté avec l'écrit
- absence de solution pour les **personnes ne répondant pas aux convocation** des travailleurs sociaux
- **difficultés croissantes d'accès aux transports sanitaires**
- **cloisonnement du travail social**

ACCÈS AUX DROITS : PROPOSITIONS D' ACTIONS]

1. *Expérimentation du dispositif de visio-guichets* développés dans la Manche
2. *Réflexion* relative à l'élaboration d'un **projet social de territoire de l'accès aux droits** (repérage des lieux de fréquentation, soutien aux structures d'information en place, dossier unique de l'accès aux droits, partage d'informations et coordination entre partenaires, recherche du concours des habitants, expérimentation de la mise en place de campagnes d'information sur le non recours) et labellisation de structure relais

HÉBERGEMENT – LOGEMENT : ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

- Points forts :
 - *articulation* des politiques d'hébergement et logement (PDIHL)
 - *caractère* relativement *détendu du parc locatif social*
 - *coopération Etat - bailleurs - associations d'hébergement*
 - effort d'*articulation* des *mesures d'accompagnement social*
 - *efficacité* de la *prévention des expulsions* (CCAPEX)
 - *mobilisation* du *contingent préfectoral* (conventions, SYPLO)
 - déploiement du programme « *habiter mieux* »
 - fonctionnement du *pôle de lutte contre l'habitat indigne* (POLHI)
 - *ateliers* de lutte contre la *précarité énergétique*
 - *auto-réhabilitation* des logements par leurs occupants
 - actions d'aide à la *sédentarisation des gens du voyage*

HÉBERGEMENT – LOGEMENT : ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

- Points faibles :
 - **taux d'équipement** en matière d'**hébergement**
 - **transports** lors de la saturation du dispositif d'hébergement d'urgence
 - importance de l'**habitat ancien** et de l'**habitat énergivore**
 - **inadaptation du parc de logements** à certaines catégories de population (ex. : personnes âgées propriétaires occupantes)
 - **implication des partenaires** dans le fonctionnement du **SIAO**
 - offre d'accompagnement aux **publics non éligibles au FSL**
 - **insuffisance** du nombre de **mesures ASLL**
 - **repérage** des publics exposés au **risque de surendettement**
 - **accompagnement budgétaire** non couvert dans certains domaines (téléphonie, internet, ...)

[HÉBERGEMENT – LOGEMENT : PROPOSITIONS D' ACTIONS]

1. **amélioration** du fonctionnement du **SIAO**
2. **mise en place** d'une action de **lutte contre la précarité financière** liée aux NTIC
3. **poursuite** du déploiement du programme « **habiter mieux** »
4. **sensibilisation** des propriétaires-bailleurs conventionnés ANAH à l'accueil de publics spécifiques
5. **mettre en œuvre** et suivre les **expérimentations** en cours en afin de répondre à la demande de **sédentarisation des gens du voyage**

INSERTION PAR L'EMPLOI : ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

■ Points forts :

- nombre d'*instances territoriales de coordination* (SPED, SPEL, comité départemental d'insertion par l'activité économique, comités techniques d'appui, ...)
- implantation et *activité des structures d'IAE*
- financement d'une mission facilitant le *rapprochement entre les entreprises et les SIAE*
- développement des *clauses d'insertion*
- dispositif « avenir en soi » (MSA) : *accompagnement en petit collectif* de ressortissants du régime agricole en cas d'évolution personnelle ou professionnelle et *séjours* « ensemble pour repartir » (redynamisation de personnes en difficulté sociale et professionnelle)

INSERTION PAR L'EMPLOI : ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

- Points faibles :
 - *marché de l'emploi peu dynamique*
 - *contrat d'insertion* pas systématiquement établi en cas de RSA
 - *peu de recours aux CIE-RSA*
 - *critères* d'accès à l'IAE *jugés trop restrictifs*
 - peu de solutions pour les *personnes non éligibles à l'IAE*
 - *lieux d'accompagnement* des demandeurs d'emploi (en plus de Pôle emploi et des MEF)
 - *difficulté d'orientation* des demandeurs d'emploi *vers les clauses d'insertion*
 - *remise en cause du financement des AVA*
 - faible *mobilité du public RSA*
 - difficultés de déplacement, *en particulier en milieu rural*
 - *modes de garde peu adaptés* à l'emploi fractionné ou irrégulier
 - *risque de désinsertion professionnelle* en cas d'arrêt maladie₂₅

INSERTION PAR L'EMPLOI : PISTES D' ACTIONS

1. **renforcer la mobilisation** des acteurs en matière d'**emplois d'avenir** et de **contrats de génération**
2. **accompagnement** des assurés **lors d'arrêts maladie** pouvant conduire à une inaptitude ou un reclassement professionnel
3. **soutenir** le développement des **clauses d'insertion**
4. **renforcement de l'accompagnement** des publics **bénéficiaires du RSA** en création ou reprise d'activité
5. **soutenir la mobilité** (aide à l'achat ou à la location de véhicules, aide à l'entretien, développer la location, création de garages solidaires,...)

ACCÈS AUX SOINS : ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

- Points forts :
 - *nombre et localisation des PASS, des pôles locaux de santé ambulatoire (PLSA),*
 - *déclinaison progressive des contrats de locaux de santé (CLS) intégrant la question sociale (CLS de L'AIGLE)*
 - *politique active de soutien à la démographie médicale*
 - *repérage des problématiques de santé des jeunes (bilan des 6 ans)*
 - *activité de la PASS-psychiatrique (CPO)*
 - *activité des associations de santé publique (APSA, DROG'AIDE, offre de bilan de l'IRSA, ...)*
 - *abondement de l'aide complémentaire santé par la CPAM et la MSA*
 - *actions de prévention de la CPAM, de la CAF et de la MSA (ex. : prévention du suicide, lutte contre l'isolement en milieu rural)*

ACCÈS AUX SOINS : ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

- Points faibles :
 - *démographie médicale*
 - *difficulté d'accès* des personnes les plus vulnérables aux soins
 - manque de *centres de santé*
 - *difficultés de coordination des professionnels* de santé et du champ social
 - activité de la *PASS du CH d'ALENÇON*
 - *délais de prise en charge* des personnes souffrant de *troubles psychiques*
 - *manque de solution* d'hébergement ou de logement *en aval des hospitalisations*
 - *sorties d'hospitalisation* insuffisamment préparées (médecine générale, psychiatrie)

ACCÈS AUX SOINS : PISTES D'ACTION

1. ***poursuivre et développer les actions de prévention*** : instants santé (MSA), bilans santé précarité, bilan bucco-dentaire des enfants (CPAM, MSA), ...
2. ***soutenir les liens entre les réseaux sociaux et médicaux***
3. ***protocoliser les sorties d'hospitalisation***
4. ***soutenir l'action des ateliers santé-ville***
5. ***développement des aides facultatives des CCAS*** en matière de santé

ENFANCE - FAMILLE : ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

- **Points forts :**
 - institution et ***fonctionnement de la CODAJE***, instance de réflexion et de soutien aux professionnels, élus et parents
 - inscription de la ***relation école-famille*** dans le projet académique
 - ***coordination des politiques*** éducatives locales et des politiques de soutien à la parentalité
 - ***concours financier à la mise en œuvre des services aux familles*** (contrats enfance jeunesse CAF et MSA, subventions Etat, CG)
 - ***soutien à l'accès aux loisirs et aux sports des jeunes*** (cart'@too, karta+, Perch'sezam, tickets loisirs, bourses CG, tickets sports,...)
 - soutien à ***l'accès aux vacances*** (MSA, CAF, CG ...)
 - ***offre de mise à disposition des travailleurs sociaux*** à l'occasion des principaux événements de la vie

ENFANCE - FAMILLE : ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

- Points faibles :
 - *inégale répartition de l'offre* de services aux enfants et aux familles
 - inégale répartition de l'offre de *soutien à la parentalité*
 - *communication* sur cette offre de service *insuffisamment développée*

ENFANCE - FAMILLE : PISTES D' ACTIONS

- poursuivre la *réflexion interinstitutionnelle* sur la réorganisation de l'*offre de services aux familles*
- structurer et *améliorer la diffusion de l'information en direction des familles*
- profiter de la réforme des rythmes éducatifs pour *renforcer la cohérence des activités scolaires et périscolaires des enfants*
- contribuer à la *formation des professionnels de l'enfance et de la famille*

JEUNES EN INSERTION : ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

- Points forts :
 - *coordination des actions de lutte contre le décrochage scolaire* par la plate forme d'appui départementale
 - actions *soutien à l'engagement ou à la mobilité des jeunes* (service civique, PEJA, MSA, CAF)
 - opportunité des *emplois d'avenir*
 - développement de l'*offre de FJT*
 - *activité de l'AOLTJ*
 - implantation et *activité des missions locales*
 - existence de *centrales de mobilité*
 - *fonds d'aide aux jeunes* (CG)
 - *coopération CPAM - EPIDE* (permanences)
 - articulation avec les *orientations régionales du CIJ* (DRJSCS : en cours)

JEUNES EN INSERTION : ÉLÉMENTS DE DIAGNOSTIC

- **Points faibles :**
 - ***difficultés croissantes*** des jeunes sollicitant les acteurs (errance, rupture familiale, troubles psychologiques, problèmes judiciaires, absence de ressources, ...)
 - ***absence de programme départemental concerté*** en faveur de la jeunesse
 - ***manque de solution de logement de stabilisation*** pour ces jeunes
 - ***difficultés de cohabitation*** dans les structures d'hébergement des publics jeunes
 - ***manque de coordination des acteurs***, en particulier dans certaines hypothèses (sorties ASE, jeunes non qualifiés)
 - ***difficulté de mise en œuvre du SPO***
 - ***mobilité*** des jeunes

JEUNES EN INSERTION : PISTES D' ACTIONS

1. *institution* d'un **groupe de travail interinstitutionnel** en vue de la définition d'un **plan d'action concerté** sur l'insertion des jeunes
2. **soutenir la mobilité des jeunes** dans le cadre des nouveaux programmes européens
3. **améliorer le suivi coordonné des jeunes sortant de l'ASE**
4. **suivi de l'activité de l'AOLTJ**

PROPOSITIONS DE PRIORITÉS DÉPARTEMENTALES (1)

Sur la base de ces éléments de synthèse, il est proposé de fonder le plan pluriannuel départemental sur trois axes transversaux :

- Axe 1 : réduire les inégalités infra départementales en matière d'accès aux droits
- Axe 2 : agir contre l'isolement des personnes en difficulté en milieu rural
- Axe 3 : prévenir la désinsertion sociale des jeunes

PROPOSITIONS DE PRIORITÉS DÉPARTEMENTALES (2)

- ***Axe 1 : réduire les inégalités infra départementales en matière d'accès aux droits :***
 - ***expérimentation du dispositif de visio-guichets développés dans la Manche***
 - ***réflexion relative à l'élaboration d'un projet social de territoire de l'accès aux droits***

PROPOSITIONS DE PRIORITÉS DÉPARTEMENTALES (3)

- ***Axe 2 : agir contre l'isolement des personnes en difficulté en milieu rural :***
 - ***poursuivre et développer les actions ciblées de prévention*** en matière de suicide,
 - ***poursuivre et développer les actions ciblées*** en matière de prévention de la perte d'emploi,
 - ***soutenir la mobilité*** (aide à l'achat ou à la location de véhicules, aide à l'entretien, développer la location, création de garages solidaires,...)
 - ***améliorer les conditions de logement des zones rurales*** ***poursuite*** (aides ANAH et programme « habiter mieux »)
 - ***améliorer l'accès de tous à la prévention et aux soins*** (bilans santé, création de PSLA)

PROPOSITIONS DE PRIORITÉS DÉPARTEMENTALES (4)

- **Axe 3 : prévenir la précarisation et favoriser l'autonomie des jeunes :**
 - **institution** d'un **comité départemental permanent de coordination en faveur des jeunes** (information sur les orientations annuelles des institutions, définition de priorités annuelles communes)
 - **mobilisation** du dispositif **emplois d'avenir**
 - **soutenir l'action de la plateforme de lutte contre le décrochage scolaire**
 - **encourager l'engagement et la mobilité des jeunes** dans le cadre des nouveaux programmes européens (ERASMUS/+)
 - **soutenir l'accès aux soins des jeunes**
 - **adapter l'offre d'hébergement logement** aux nouveaux profils des jeunes en difficulté
 - **améliorer** la prise en compte des situations de **sorties de l'ASE**

PROPOSITIONS DE PRIORITÉS DÉPARTEMENTALES (5)

A définir :

- *Modalités de pilotage*
- *Animation locale*
- *Articulation avec le niveau régional*
- *Calendrier et échéances*
- *Suivi et évaluation*